

AMV Conseils et Etudes

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 125.815 EUROS
Siège social : OULLINS (69600)
26, Rue Raspail

382 600 500 RCS LYON

STATUTS

Article 1° - **FORME**

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée dénommée "EURL CONSEILS JM" aux termes d'un acte sous seings privés en date à CHARBONNIERES LES BAINS du 3 juillet 1991, enregistré à la Recette des Impôts de LYON SUD, le 12 juillet 1991, Bordereau 196, N° 6, régulièrement publié et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON le 31 juillet 1991. Elle a été transformée en société anonyme suivant décision de l'associé unique en date du 3 Août 1995.

Elle a été transformée en "société par actions simplifiée" (SAS), suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} Juin 2004.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est désormais soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les sociétés par actions simplifiée, notamment par le Code de Commerce et le Décret n° 67-236 du 23 mars 1967, par les présents statuts.



Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'activité de prestations de services dans tous domaines,
- L'acquisition, la cession, la mise en valeur, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement de tous biens et droits immobiliers à usage professionnel, commercial ou d'habitation,
- L'acquisition par voie d'apport, d'achat, de souscription au capital, l'administration, la cession et la gestion de toutes parts ou actions de sociétés civiles, de sociétés à responsabilité limitée, de société par actions simplifiée ou de société anonyme non cotée en bourse ainsi que toutes valeurs mobilières dans le cadre de la gestion d'un portefeuille,
- Et plus largement, l'octroi de cautions/garanties prises sur les biens de la Société ou de ses filiales et ce dans l'intérêt direct ou indirect de la Société,

Et plus généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à la condition qu'elles ne puissent porter atteinte au caractère civil de l'activité sociale

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"AMV Conseils et Etudes"

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société par actions simplifiée » ou des lettres « SAS », et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de son numéro d'identification SIREN, des initiales RCS suivies du nom de la ville du greffe où elle est immatriculée, ainsi que de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **OULLINS (69600) 26, rue Raspail.**



Il pourra être transféré en tout autre endroit en France, par simple décision du Président qui, dans ce cas, est habilité à modifier les présents statuts en conséquence.

Cette décision sera ratifiée par la plus prochaine décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Article 5 - DUREE

I - La durée de la société a été fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du 31 Juillet 1991, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

II - Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président devra provoquer une décision des associés qui sera prise dans les conditions de majorité prévues par les présents statuts, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision ci-dessus prévue.

Article 6 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

1°) Lors de la constitution il a été apporté
une somme de CINQUANTE MILLE FRANCS, ci 50.000 F
en numéraire, qui a été versée à un compte
N° 211344694, ouvert à la BANQUE POPULAIRE
DE LYON ET SA REGION Agence de MEYZIEU
(69330) 61, rue de la République.

2°) Lors de la décision du 3 août 1995,
le capital social a été augmenté
d'une somme de CENT QUATRE VINGT DIX
NEUF MILLE QUATRE CENTS FRANCS, ci 199.400 F
libérée par compensation avec des créances
liquides et exigibles sur la société,

et d'une somme de SIX CENTS FRANCS, ci 600 F
apportée en numéraire, qui a été versée à un
compte ouvert à la CENTRALE DE BANQUE - 55,
rue Président Edouard Herriot - 69002 LYON.

3°) Suivant délibération de l'Assemblée Générale
Extraordinaire du 29 Février 2000, le capital
social a été converti en Euros au moyen de la
conversion de la valeur nominale des actions,
soit la somme de TRENTE HUIT MILLE CENT
DOUZE EUROS VINGT CINQ, ci 38.112,25 €



et augmenté d'une somme de VINGT ET UN
MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SEPT EUROS
SOIXANTE QUINZE, ci 21.887,75 €
prélevée sur le compte « Autres Réserves »

4°) Suivant délibération de l'Assemblée Générale
du 31 Août 2005 :

. le capital social a été augmenté d'une somme en
numéraire de VINGT HUIT MILLE HUIT CENT EUROS 25.800 €

. le capital a été augmenté d'une somme de CENT
SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE CENT
CINQUANTE EUROS par incorporation de la prime
d'émission de cent neuf mille trois cent vingt cinq
euros soixante-neuf centimes et par prélèvement
sur le compte autres réserves d'une somme de
cinquante cinq mille cent vingt quatre euros trente
et un centimes et élévation de la valeur nominale
de 24 à 70 euros, ci 164.450 €

5°) Suivant délibération de l'Assemblée Générale
du 26 Décembre 2005 :

. le capital a été augmenté d'une somme en numéraire de
soixante et un mille six cents euros et création de
huit cent quatre vingt actions nouvelles de soixante
dix euros chacune de valeur nominale 61.600 €

6°) Par une assemblée générale en date du
30 avril 2014, le capital a été augmenté d'une
somme de 188.650 euros par incorporation
de réserves et par la création de 2.695 actions
de 70 euros chacune de valeur nominale..... 188.650 €

7°) Par une assemblée générale en date du 30 avril
2014, le capital social a été augmenté d'une somme
de 40.600 euros par la création de 580 actions de
70 euros chacune de valeur nominale, au moyen de
l'apport en nature par Madame Delphine
MICHARD-GRUNWALD de la pleine propriété de
999 parts sociales de la société COFAGEST
CONSEILS, apportées pour une valeur globale de
129.870 euros et rémunérées par l'attribution à
Madame Delphine MICHARD-GRUNWALD de 580
actions de la société AMV AUDIT ET
COMMISSARIAT, par le versement par Madame
Delphine MICHARD-GRUNWALD à la société AMV
AUDIT ET COMMISSARIAT d'une prime d'apport
d'un montant de 62.640 euros et par le versement
d'une soulte à Madame Delphine MICHARD-



GRUNWALD pour un montant de 26.630 euros versée au compte courant ouvert à son nom dans les comptes de la société..... 40.600 €

8°) Lors des assemblées générales extraordinaires en date du 17 novembre 2022 et du 31 décembre 2022, il a été décidé de réduire le capital social par suite du rachat d'actions en vue de les annuler pour un montant de CINQUANTE QUATRE MILLE CENT DIX EUROS (54.110€)..... - 54.110 €

9) Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2022, il a été décidé d'augmenter le capital social pour un montant de CINQUANTE QUATRE MILLE CENT DIX EUROS (54.110€) par incorporation de réserves et augmentation de la valeur nominale des actions.

10°) Lors des assemblées générales extraordinaires en date du 7 février 2025 et du 31 mars 2025, il a été décidé de réduire le capital social par suite du rachat d'actions en vue de les annuler pour un montant de TROIS CENT SOIXANTE-DEUX MILLE QUINZE EUROS (362.015€)..... - 362.015 €

11°) Le capital social est fixé à CENT VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE (125.815 €), divisé en MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (1.598) actions de SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS ET SOIXANTE-TREIZE CENTIMES (78,73 €) chacune de valeur nominale environ, entièrement libérées, toutes de la même catégorie.

Article 7 - **FORME DES ACTIONS**

Les actions sont intégralement émises en la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions légales.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 8 - **MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

SM

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires est seule compétente pour décider de ces modifications.

Conformément à la loi, les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel.

Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si la collectivité des associés l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1°) Définitions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Elles demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La Cession des Titres émis par la société ne peut s'opérer que par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ; les frais en résultant seront à la charge du cessionnaire.

Pour les besoins du présent article et, plus généralement des statuts :

Cession désigne toute mutation à titre onéreux ou gratuit de la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit de Titres, par quelque mode juridique que ce soit telle que notamment, sans que cette énumération soit limitative : vente, apport, fusion, scission, donation, succession, démembrement, échange, licitation, constitution de droit réel, promesse de Cession de Titres, Cession ou promesse de Cession d'un droit attaché aux Titres tel que le droit préférentiel de souscription ; étant précisé que la définition de Cession s'entendra également

de l'abandon volontaire d'un droit préférentiel de souscription ainsi que de l'abandon volontaire ou forcé d'un droit attaché aux Titres.

Titres, Action ou Valeur mobilière : désigne toutes actions, obligations, bons et plus généralement toutes valeurs mobilières ainsi que leurs droits attachés donnant accès immédiatement ou à terme à une quote-part du capital et/ou des droits de vote de la Société.

La Cession des Titres s'opère, sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, conformément aux dispositions des articles L.228-1 et R.228-10 du Code de commerce, par l'inscription de la Cession des Titres en cause dans les livres de la Société sur le compte du cessionnaire (le "**Registre des Mouvements de Titres**").

La Cession des Titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par le Teneur des Comptes Titres et signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur le Registre des Mouvements de Titres.

La détention et la tenue du Registre des Mouvements de Titres et des comptes d'actionnaires peuvent être confiés (par la Société) à un tiers, (le « **Teneur des Comptes Titres** »), lequel est indiqué, tout comme sa mission, ses conditions de nomination et de révocation aux termes d'un acte séparé qui serait en vigueur au moment de la Cession.

3°) Agrément

1. Les cessions, y compris entre associés, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés réunie et statuant dans les conditions des articles "Décisions collectives" et "Mode de consultation des associés".

Il est rappelé qu'en cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément, par la collectivité des associés, des héritiers, ayants droit et conjoint survivant de l'associé décédé. Il est également rappelé que les héritiers indivisaires de l'associé décédé n'ont pas la qualité d'associé tant qu'ils n'ont pas été agréés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président, et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession, les modalités du paiement du prix, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux).

3. La décision collective des associés sur l'agrément de la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours à compter de la notification du projet de cession visée au 2°) ci-dessus.

La décision collective des associés est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, la collectivité des associés est réputée avoir agréé la cession.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas de refus d'agrément par l'assemblée générale, la collectivité des associés est tenue dans un nouveau délai de 60 jours de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions dont il s'agit par une ou plusieurs personnes physiques ou morales agréées par la collectivité des associés.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de 60 jours; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des stipulations ci-dessus seront nulles de plein droit, sans autre formalité

Article 10 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire de leur choix.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7 que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes.

Article 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital



qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, dans les mêmes proportions.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présents statuts.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, une augmentation du capital par incorporation de réserves, une fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires à l'exercice dudit droit

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des Associés.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Le droit de vote attaché à l'Action appartient au nu-propiétaire lors des décisions collectives des Associés, à l'exception des décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés de la Société et à la distribution de dividendes pour lesquelles le droit de vote appartient à l'usufruitier. Les copropriétaires d'Actions indivises sont tenus de se faire représenter lors des décisions collectives des Associés par un seul d'entre eux (un pour les usufruitiers et un pour les nu-propiétaire) ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé.

Article 12 - DIRECTION DE LA SOCIETE

Président

I - Nomination

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique, nommé par décision ordinaire des associés.



Le Président doit être associé de la société.

II - Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

III - Cessation des fonctions

Les fonctions du Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de six mois. Ce délai pourra être réduit au cas où la Société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court ;
- par l'arrivée de la limite d'âge ;
 - par la révocation sur décision ordinaire des associés, celle-ci pouvant intervenir à tout moment si la nomination a été faite pour une durée indéterminée ; dans ce cas elle n'a pas à être motivée ;

IV - Limite d'âge

Le Président doit être âgé de moins de 70 ans.

Le Président est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la première décision collective des associés prise après la date à laquelle il a atteint la limite d'âge.

V - Pouvoirs

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. La collectivité des associés statuant dans

les conditions prévues pour les décisions ordinaires peut limiter les pouvoirs du Président et soumettre certains actes à une autorisation préalable.

VI - Délégation de pouvoirs

Le Président peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

Directeur - Directeur Général

VII - Nomination

Sur la proposition du Président, il peut être nommé un ou plusieurs Directeurs par décision ordinaire des associés.

Les Directeurs doivent être associés de la société.

VIII - Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat de Directeur peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat de Directeur est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Directeur pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

IX - Cessation des fonctions

Les fonctions de Directeur prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président, y compris par la limite d'âge.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président, si le Directeur a été nommé pour une durée indéterminée. S'il a été nommé pour une durée déterminée, il conserve ses fonctions jusqu'à expiration de la durée prévue lors de sa nomination

X – Pouvoirs- Représentation vis-à-vis des tiers

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur sont déterminées par décision ordinaire des associés en accord avec le Président.

Cette décision peut autoriser le Directeur à représenter la société vis-à-vis des tiers et l'autoriser à exercer les mêmes pouvoirs que le Président. Dans ce cas, il porte le titre de Directeur Général. Les associés peuvent ainsi nommer plusieurs Directeurs Généraux.

XI - Délégation de pouvoirs

Le Directeur Général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Les délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions, à moins que son successeur ne les révoque.

Article 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de Commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieurs à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Toutefois, seuls les associés exerçant leur profession au sein de la société prennent part aux délibérations lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils y exercent leur profession.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de Commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leur implication financière elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants personnes physiques (Président, Directeur Général), ainsi qu'à leurs conjoint, ascendants et descendants, ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant au autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Article 14 - REPRESENTATION SOCIALE - PREROGATIVES DU COMITE D'ENTREPRISE

I - Les délégués du Comité d'Entreprise, s'il en existe un, pourront exercer les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du Travail auprès du Président.

II - Conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1 du Code du Travail, le Comité d'Entreprise peut :

- a) demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence, dans les conditions de l'article 16-1 des statuts.
- b) requérir, en cas de consultation des associés en assemblée générale dans les conditions de l'article 16-1 des statuts, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée, trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'auteur de la convocation s'oblige alors à inscrire à l'ordre du jour de ladite assemblée les projets de résolutions présentés par le Comité d'Entreprise et ce, après avoir vérifié que la ou les résolutions proposées sont bien de la compétence de l'assemblée.

Article 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont nommés et renouvelés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice.

Ils doivent être appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés faite par voie d'assemblée. Dans les autres cas, ils sont informés postérieurement des décisions prises par les associés.

Les commissaires aux comptes peuvent, à toute époque de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns.

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont prises, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des

résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation, à moins que la décision ne soit prise à l'unanimité par acte authentique ou sous seing privé par tous les associés. Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ou à prononcer la dissolution de la société. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées soit par le Président, soit par deux Directeurs, soit par le Commissaire aux Comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

16.1 - Décisions collectives par Assemblée

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre adressée à chaque associé, et ce huit jours avant la date de la réunion et doit mentionner le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. En cas de convocation par voie de presse, chaque associé doit être également convoqué par lettre ordinaire, ou sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % des actions ayant le droit de vote.



Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 75 % des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation. Les votes sont exprimés à main levée ; toutefois, il peut être procédé à un scrutin secret sur la demande des membres de l'assemblée représentant au moins dix pour cent du capital social présent ou représenté à ladite assemblée.

16.2 - Décisions collectives par consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception un bulletin de vote, en deux exemplaires portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote ; à défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée ou à défaut au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard, le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

JM

16.3 - Décisions collectives par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- l'identification des associés ayant voté ;
- celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leur vote respectif (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés confirment leur vote en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

16.4 – Décision prise par acte sous seings privés ou authentiques

Les associés, à la demande du Président ou non, peuvent prendre des décisions dans un acte qui revêt la forme authentique ou sous seings privés. Les associés doivent recevoir, avant toute prise de décision, toutes les informations et communications de documents utiles à la prise de décision. L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision.

La décision des associés peut être directement couchée sur le registre des décisions des associés. Cet acte vaut alors procès-verbal des décisions. La décision des associés peut également prendre la forme d'un acte séparé dont procès-verbal est établi, couché sur le registre et signé par le Président.

Le commissaire aux comptes est tenu informé des décisions ainsi adoptées ; une copie de l'acte lui est adressée sur simple demande.

16.5 - Dispositions générales

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers des voix pour toutes décisions extraordinaires.
- et à la majorité des voix pour toutes autres décisions ordinaires.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, la collectivité des associés qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de

JM

réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

De même, sont couchés sur ce registre les décisions prises par acte authentique ou sous seing privé.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés par le président de séance ou par tous les associés en cas de décisions prises par acte authentique ou sous seing privé.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 17 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social reste fixé du premier (1^{er}) septembre au trente et un (31) août de l'année suivante.

Article 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire, le compte de résultat et le bilan après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions prévus par la Loi, pour que le bilan soit sincère.

Le Président établit un rapport écrit sur la situation de la société et son activité pendant l'exercice écoulé.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Ils sont également tenus à la disposition des associés.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé au moins cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.



Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition de la collectivité des associés qui décide souverainement de son affectation. A ce titre, elle peut, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le reporter à nouveau ou le répartir entre les associés au prorata du nombre d'actions.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 20 - ACOMPTES SUR DIVIDENDE

Il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice, dès lors qu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter aux réserves légale et statutaire, a réalisé un bénéfice d'un montant au moins égal à celui des acomptes.

Tout acompte versé dont le montant excéderait le montant du bénéfice net constaté, constituerait un dividende fictif.

Article 21 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Article 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

La société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales et, notamment, par l'expiration de sa durée, éventuellement prorogée, par la réalisation ou l'extinction de son objet ou par sa dissolution anticipée décidée par décision collective des associés prise aux conditions définies par les présents statuts.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

L'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, la mise en tutelle ou en curatelle, la condamnation pour faillite personnelle, la condamnation pénale, pour quelque cause que ce soit et de quelque nature que ce soit du Président, ou de son représentant permanent, n'entraîneront pas la dissolution de la société.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution survenue, pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés lors de la décision collective des associés qui décide ou constate la dissolution selon les modalités et les conditions stipulées aux présents statuts.

Le liquidateur, ou chacun des liquidateurs s'ils sont plusieurs, représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur ou les liquidateurs à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales, est employé à rembourser intégralement le capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés, selon les règles prévues par les présents statuts, étant entendu que cette répartition se fera proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les propriétaires d'actions jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Article 23 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, soit encore entre les associés et le Président et le ou les Directeurs Généraux, à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts mis à jour le 31 décembre 2022,

Statuts mis à jour le 28 février 2025,

Statuts mis à jour le 31 mars 2025,

**CERTIFIES SINCERES ET CONFORMES
LE PRESIDENT**

